



Seul le texte prononcé fait foi

Bernard Lehmann
Secrétaire d'Etat à l'agriculture

38e session de la Conférence de la FAO, Rome, du 15 juin au 22 juin 2013

Déclaration de la Suisse sous le point Examen de la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture «*Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutri- tion*»

M. Bernard Lehmann, Secrétaire d'Etat, Direc-
teur général de l'Office fédéral de l'agriculture

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Nous le savons tous. Le contexte international est en rapide évolution.

La hausse de la demande en produits alimentaires, la pénurie croissante de ressources naturelles, le changement climatique ont une incidence directe sur l'agriculture et le développement rural. Ils doivent nous ame-

ner à repenser notre façon d'agir si nous voulons véritablement atteindre notre objectif d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition.

Rechercher une productivité accrue implique notamment une agriculture et des systèmes alimentaires plus durables générant aussi moins de déchets et de pertes après récolte, des revenus plus élevés, des moyens d'existence plus résilients, un meilleur accès aux aliments nutritifs et davantage d'attention au rôle des femmes.

Nous *avons besoin d'une approche* mettant l'accent sur la durabilité des systèmes agroalimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Nous devons nous inspirer du «*défi faim zéro*» lancé, en 2012, par le Secrétaire général des Nations Unies » lors de la Conférence de Rio sur le développement durable (Rio + 20). Celle-ci a mis en exergue le rôle essentiel de l'agriculture durable dans le développement d'une économie verte. *Le «défi faim zéro»* place la durabilité des systèmes agroalimentaires comme un des objectifs clefs, de la lutte pour l'élimination de la faim. Il doit guider notre action.

L'apport de la Suisse à la stratégie post-Rio se fonde en particulier sur trois piliers:

- L'accès à une alimentation adéquate pour tous
- L'amélioration des conditions de vie par l'«Empowerment» des petits exploitants
et
- L'utilisation économe et efficiente des ressources naturelles au travers de système agroalimentaires durables.

La Suisse s'engage sur ces trois piliers aussi bien dans le processus post-2015 concernant les objectifs du millénaire pour le développement que dans le suivi de Rio+20 et la concrétisation des objectifs de développement durable. Elle veut que ces deux processus convergent en un seul set d'objectifs globaux des Nations Unies.

La FAO, avec les autres agences romaines, a un rôle clef à jouer à cet égard. Elle doit :

- s'impliquer avec détermination en faveur de l'établissement d'un **objectif global de développement durable couvrant l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la nutrition.**
- travailler à l'élaboration de cibles («targets») et indicateurs de référence concrets, afin de pouvoir mesurer les progrès dans la réalisation de cet objectif global.
- donner une priorité élevée au soutien des Etats membres et de tous les milieux concernés pour les aider dans la mise en œuvre.

Mon pays collabore déjà étroitement avec la FAO à cet effet sur des initiatives globales, novatrices et multipartites.

Permettez-moi de mentionner deux exemples concrets qui font au demeurant l'objet d'évènements parallèles en marge de notre session.

L'Agenda d'action global pour le développement durable du secteur de l'élevage. Cette plateforme multipartenaires est le fruit d'un intense dialogue entre les parties prenantes dans ce secteur qui connaîtra une forte croissance au cours des prochaines décennies. En raison de la forte demande pour la viande et les produits laitiers, l'Agenda vise prioritairement l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de la gestion des prairies et pâturages et de la valorisation des déchets et effluents. Il s'agit de répondre aux défis en matière de développement durable auquel est confronté à long terme le secteur de l'élevage.

La Suisse se félicite des progrès réalisés au sein de la « Task Force » sur l'alimentation animale pour le développement de standards. Elle espère qu'ils seront adoptés par le Codex alimentarius en juillet.

La Suisse appuie également avec d'autres donateurs **l'initiative conjointe FAO/PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) pour des systèmes agro-alimentaires durables.**

Cette initiative représente la contribution du secteur agroalimentaire au

Programme cadre sur 10 ans des Nations-Unies pour des systèmes de production et de consommation durables adopté à Rio +20.

Dans le cadre de cette initiative, une attention particulière est apportée à un des objectifs spécifiques du «*défi faim zéro*». Je veux parler de la lutte contre le gaspillage et les pertes. Cette initiative revêt une grande importance car, selon les estimations de la FAO, un tiers de la production alimentaire totale est perdue après récolte ou gaspillée.

Mesdames, Messieurs,

Il n'y aura pas de systèmes agroalimentaires durables sans augmentation durable et responsable des investissements dans l'agriculture. C'est pourquoi mon pays a accepté de conduire, dans le cadre du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), le processus de consultation en vue de **principes pour un investissement agricole responsable**. Le résultat de ce processus doit être un ensemble de principes concrets, applicables par toutes les parties prenantes, de l'agriculteur au gouvernement en passant par les banques et fonds d'investissement. Il faut favoriser les investissements et s'assurer qu'ils contribuent réellement à la sécurité alimentaire et à la concrétisation du droit à l'alimentation.

L'agriculture ne produit pas seulement des denrées alimentaires. Elle fournit des services environnementaux et écosystémiques, des biens

publics. Pour la Suisse, il faut développer des instruments à même de rémunérer les externalités positives rendues par l'agriculture. [Elle soutient un projet FAO visant à développer, des aides à la décision, sur la base des expériences acquises en matière de **paiements pour services environnementaux.**]

Mesdames, Messieurs,

La FAO a un rôle clef à jouer dans la mise en œuvre du changement de cap dont j'ai parlé au début de mon intervention. La Suisse appuie le changement transformationnel proposé par le Directeur général avec ses cinq objectifs stratégiques. Nous nous félicitons de l'inclusion du thème de la parité homme-femme comme thème transversal. J'aimerais souligner que mon pays accorde aussi une grande importance au rôle de la FAO concernant les forêts. Nous souhaitons que ce domaine continue à bénéficier de ressources financières adéquates.

La Suisse se félicite de la récente adoption par le Conseil de la FAO des stratégies en matière de partenariat avec la société civile et avec le secteur privé. Nous espérons qu'elles vont rapidement se traduire par des actions concrètes.

J'aimerais rappeler l'importance de créer des institutions et des condi-

tions-cadre stables et fiables dans tous les pays, y compris les plus pauvres, pour encourager l'initiative privée. Cela signifie, entre autres, combattre la corruption et promouvoir la bonne gouvernance.

Le monde que nous voulons tous, un monde libéré de la faim et de la malnutrition, nécessite que nous agissions ensemble de manière urgente et décidée. Le contexte international en pleine évolution nous l'impose. Nous devons pour ce faire changer de cap et passer à une approche active. La Suisse entend apporter sa contribution à ce changement de cap de manière pragmatique. Nous voulons nous y atteler avec la FAO et avec vous tous.

Je vous remercie de votre attention.